

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 601

[2012/201031]

9 FEVRIER 2012. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'éducation à l'environnement, à la nature et au développement durable (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est porté assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'éducation à l'environnement, à la nature et au développement durable.

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 février 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 520(2011-2012) N^{os} 1, 1bis à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 8 février 2012.

Discussion.

Vote.

Annexe

Accord de coopération entre la Communauté française,
la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'éducation à l'environnement,
à la nature et au développement durable

Vu les articles 1^{er}, 38, 39, 127 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6 et 92bis, § 1^{er};

Considérant que la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ont développé des outils de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement;

Considérant que la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, conscientes de la similitude des objectifs poursuivis, décident d'exercer en commun leurs compétences en vue de promouvoir et de développer l'éducation relative à l'environnement et à la nature tout en la situant dans la perspective du développement durable et de celle de l'éducation à la citoyenneté;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, du Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire, Marie-Dominique Simonet;

et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, du Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique en charge de l'Energie, du Logement et de la Recherche, Jean-Marc Nollet, du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, Philippe Henry et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine, Benoît Lutgen;

et

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Charles Picqué et de la Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, Evelyne Huytebroeck,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. En vue de favoriser un exercice en commun des compétences respectives de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale de promotion et de développement de l'éducation et de la sensibilisation relatives à l'environnement, à la nature et au développement durable, le présent accord de coopération précise ci-après les règles de coopération établies en cette matière.

Art. 2. Pour l'application du présent accord, il faut entendre par :

- Services publics :

1^o DGARNE : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie (SPW);

2^o AGERS : l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;

3^o IBGE : l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

- partenaires institutionnels ou associations :

4^o CRIE : les centres régionaux d'initiation à l'environnement créés en vertu des articles D.21 et suivants du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement;

5^o CDPA : les centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, créés par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996;

6^o CIBErE : le centre d'information bruxellois d'éducation relative à l'environnement : le partenaire associatif, mandaté par la Région de Bruxelles-Capitale pour assurer la promotion et l'information en matière d'éducation relative à l'environnement et de développement durable auprès des écoles bruxelloises.

Art. 3. La coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement, à la nature et au développement durable poursuivra les objectifs suivants :

1. dynamiser l'information des actions et campagnes entreprises par les trois Institutions mentionnées à l'article 2, 1^o, 2^o et 3^o, en les insérant dans leurs programmes d'actions respectifs;

2. renforcer la création d'outils pédagogiques de qualité dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement, à la nature et au développement durable;

3. développer une meilleure intégration de l'éducation relative à l'environnement, à la nature et au développement durable dans le cursus scolaire afin d'offrir aux élèves et étudiants une éducation citoyenne responsable;

4. offrir une assistance structurée aux établissements scolaires et institutions d'enseignement supérieur qui inscrivent le développement durable dans leur projet d'établissement;

5. assurer l'échange réciproque des connaissances et des expériences entre les acteurs de l'éducation relative à l'environnement, à la nature et au développement durable dans un but d'amélioration des pratiques pédagogiques;

6. assurer une collaboration logistique dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement, à la nature et au développement durable.

Art. 4. Les objectifs repris à l'article 3 seront mis en œuvre au moyen d'un programme d'actions triennal évolutif, à approuver par les Gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale. Les Gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale se fonderont à cette fin sur le rapport d'activité du Comité de pilotage visé à l'article 6.

Art. 5. Le pilotage de la présente coopération, comprenant sa supervision et son évaluation régulière, sera assuré par un Comité de pilotage, qui sera composé de la manière suivante :

1^o pour la Communauté française :

a) de deux représentants du Gouvernement de la Communauté française;

b) de l'Administrateur général de l'AGERS ou de son délégué;

c) d'un représentant de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique;

d) du Directeur général adjoint de l'AGERS, en charge des CDPA, ou de son délégué;

e) de deux membres du Service général de l'Inspection dont l'Inspecteur général coordonnateur du Service général d'Inspection de l'enseignement ou de son délégué;

2^o pour la Région wallonne :

a) de quatre représentants du Gouvernement wallon;

b) du Directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou de son délégué;

c) d'un représentant de la Direction de la Sensibilisation à l'Environnement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

d) d'un représentant du Comité d'accompagnement du Réseau des CRIE;

3^o pour la Région de Bruxelles-Capitale :

a) de trois représentants du Gouvernement bruxellois;

b) du Directeur général de l'IBGE ou de son délégué;

c) de deux représentants du service en charge de l'éducation à l'environnement de l'IBGE;

d) d'un représentant du CIBErE.

Art. 6. Le Comité de pilotage visé à l'article 5 sera présidé pour une durée de deux ans prenant cours le jour de la première réunion du Comité de pilotage, successivement par l'Administrateur général de l'AGERS, par le Directeur général de la DGARNE et par le Directeur général de l'IBGE.

Le Comité de pilotage établira un rapport d'activité annuel qu'il transmettra chaque année aux Gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il peut accueillir, à la demande de son Président, tout représentant de Ministre ayant des compétences en matière d'environnement au sens général ou tout expert dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement et au développement durable.

Art. 7. Le Comité de pilotage instituera un Comité scientifique et pédagogique composé par des Inspecteurs et/ou un expert de l'enseignement fondamental et secondaire - désignés par l'Administrateur général de l'AGERS -, des experts de la Région wallonne désignés par le Directeur général de la DGARNE et des experts de la Région de Bruxelles-Capitale désignés par le Directeur général de l'IBGE. Ce Comité scientifique et pédagogique aura pour principales missions l'évaluation des outils pédagogiques fournis par les structures subventionnées par les trois institutions et toutes autres missions qui pourraient lui être confiées par le Comité de pilotage.

Art. 8. La Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française veilleront à assurer un appui équilibré à la mise en œuvre de l'accord.

Art. 9. Pour ce qui concerne la Communauté française et la Région wallonne, l'accord de coopération du 3 juillet 2003 conclu entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'éducation à l'environnement est abrogé.

Art. 10. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée de 6 années, tacitement renouvelable à défaut d'opposition d'une des parties contractantes, notifiée aux autres parties contractantes avant l'échéance du terme.

Bruxelles, le 10 novembre 2011, en 9 exemplaires originaux.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement,
Mme E. HUYTEBROECK

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 601

[2012/201031]

9. FEBRUAR 2012 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung wird zugestimmt.

Dieses Zusammenarbeitsabkommen wird vorliegendem Dekret beigefügt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 9. Februar 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Note

(1) *Sitzung 2011-2012*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 520 (2011-2012). Nrn. 1, 1bis bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 8. Februar 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

Anlage

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung

Aufgrund der Artikel 1, 38, 39, 127 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 6 und 92bis, § 1;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt Sensibilisierungs- und Erziehungsinstrumente im Bereich der Umwelt entwickelt haben;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt, die sich der Ähnlichkeit der verfolgten Ziele bewusst sind, beschlossen haben, ihre Zuständigkeiten gemeinsam auszuüben, um die Erziehung in den Bereichen Umwelt und Natur zu fördern und zu entwickeln, und zwar im Hinblick auf die nachhaltige Entwicklung und die Erziehung zur Bürgermitwirkung;

Die durch ihre Regierung in der Person von Herrn Rudy Demotte, Minister-Präsident, von Herrn Jean-Claude Marcourt, Minister für den Hochschulunterricht und von Frau Marie-Dominique Simonet, Ministerin für den Pflicht- und Fortbildungsunterricht vertretene Französische Gemeinschaft;

und

Die durch ihre Regierung in der Person von Herrn Rudy Demotte, Minister-Präsident, von Herrn Jean-Marc Nollet, Vizepräsident und Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst, beauftragt mit Energie, Wohnungswesen und Forschung, von Herrn Philippe Henry, Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität und von Herrn Benoît Lutgen, Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe vertretene Wallonische Region;

und

Die durch ihre Regierung in der Person von Herrn Charles Picqué, Minister-Präsident und von Frau Evelyne Huytebroeck, Ministerin für Umwelt, Energie und Wasserpolitik vertretene Region Brüssel-Hauptstadt,

Haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Um eine gemeinsame Ausübung der jeweiligen Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Förderung und die Entwicklung der Erziehung und der Sensibilisierung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung zu unterstützen, bestimmt das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen hierunter die in dieser Angelegenheit festgelegten Zusammenarbeitsregeln:

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Abkommens gelten folgende Definitionen:

- Öffentliche Dienste:

1° DGARNE: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (SPW);

2° AGERS: die "Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique" des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;

3° IBGE: das "Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement";

- Institutionelle Partner oder Vereinigungen:

4° CRIE: die aufgrund des Artikels D.21 und ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches errichteten regionalen Zentren für Umwelterziehung ("CRIE");

5° CDPA: die durch Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 30. August 1996 errichteten "centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française";

6° CIBErE: das "Centre d'information bruxellois d'éducation relative à l'environnement": Der assoziative Partner, der durch die Region Brüssel-Hauptstadt bevollmächtigt wird, um die Förderung und die Information in Sachen Erziehung in den Bereichen Umwelt und nachhaltige Entwicklung bei den Brüsseler Schulen zu gewährleisten.

Art. 3 - Die Zusammenarbeit zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bei der Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung muss die folgenden Ziele verfolgen:

1. die Information über die Aktionen und Kampagnen dynamisieren, die durch die drei in Artikel 2, 1°, 2° und 3° erwähnten Einrichtungen unternommen werden, wobei sie diese in ihre jeweiligen Aktionsprogramme einarbeiten;

2. die Schaffung von qualitativ hochwertigen Lehrmaterialien über die Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung verstärken;

3. eine bessere Integration der Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung in den Ausbildungsgang entwickeln, um den Schülern und Studenten eine verantwortungsbewusste Bürgererziehung zu bieten;

4. Den Schul- und Hochschuleinrichtungen, die die nachhaltige Entwicklung in ihrem Einrichtungsprojekt haben, einen strukturierten Beistand anbieten;

5. den gegenseitigen Austausch von Kenntnissen und Erfahrungen zwischen den Akteuren im Feld der Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung gewährleisten, um die Lehrmethoden zu verbessern;

6. eine logistische Zusammenarbeit im Feld der Erziehung in den Bereichen Umwelt, Natur und nachhaltige Entwicklung gewährleisten.

Art. 4 - Die in Artikel 3 erwähnten Ziele werden mit Hilfe eines evolutiven Dreijahresaktionsprogramms, das durch die Regierungen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt genehmigt werden muss, in die Wege geleitet. Zu diesem Zweck stützen sich die Regierungen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt auf den Tätigkeitsbericht des in Artikel 6 erwähnten Pilotausschusses.

Art. 5 - Die Pilotsteuerung der vorliegenden Zusammenarbeit, einschließlich ihrer Überwachung und ihrer regelmäßigen Bewertung, wird durch einen Pilotausschuss, der wie folgt zusammengesetzt wird, wahrgenommen:

1° für die Französische Gemeinschaft:

a) Zwei Vertreter der Regierung der Französischen Gemeinschaft;

b) der Generalverwalter der AGERS oder dessen Bevollmächtigter;

c) ein Vertreter der "Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique";

d) der beigeordnete Generaldirektor der AGERS, der mit den "CDPA" beauftragt ist, oder dessen Bevollmächtigter;

e) zwei Mitglieder des "Service général de l'Inspection", unter denen sich der Generalinspektor-Koordinator des "Service général d'Inspection de l'Enseignement" oder dessen Bevollmächtigter befindet;

2° für die Wallonische Region:

a) vier Vertreter der Wallonischen Regierung;

b) der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder dessen Bevollmächtigter;

c) ein Vertreter der Direktion der Sensibilisierung im Bereich der Umwelt der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

d) ein Vertreter des Begleitausschusses des Netzes der "C.R.I.E.";

3° für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Drei Vertreter der Brüsseler Regierung:

b) der Generaldirektor des "IBGE" oder dessen Bevollmächtigter;

c) zwei Vertreter des mit der Umwelterziehung beauftragten Dienstes des "IBGE";

d) ein Vertreter des "CIBErE".

Art. 6 - Der Vorsitz des in Artikel 5 erwähnten Pilotausschusses wird für eine Dauer von zwei Jahren ab dem Tag der ersten Versammlung des Pilotausschusses nacheinander vom Generalverwalter der "AGERS", vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt und vom Generaldirektor des "IBGE" übernommen.

Der Pilotausschuss wird einen jährlichen Tätigkeitsbericht erstellen, den er jedes Jahr den Regierungen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt übermittelt.

Auf Antrag seines Vorsitzenden kann er jeglichen Vertreter eines Ministers, der Zuständigkeiten im Bereich der Umwelt im allgemeinen Sinne hat, oder jeglichen Sachverständigen für die Erziehung in den Bereichen Umwelt und nachhaltige Entwicklung empfangen.

Art. 7 - Der Pilotausschuss wird einen wissenschaftlichen und pädagogischen Ausschuss bilden, der aus Inspektoren und/oder aus einem vom Generalverwalter der "AGERS" bezeichneten Sachverständigen des Grund- und Sekundarschulwesens, aus vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt bezeichneten Sachverständigen der Wallonischen Region und aus vom Generaldirektor des "IBGE" bezeichneten Sachverständigen der Region Brüssel-Hauptstadt besteht. Dieser wissenschaftliche und pädagogische Ausschuss wird die Bewertung der Lehrmaterialien, die von den durch die drei Einrichtungen bezuschussten Strukturen ausgestellt werden, und irgend welche andere Aufgaben, die ihm durch den Pilotausschuss anvertraut werden könnten, als Hauptaufgaben haben.

Art. 8 - Die Wallonische Region, die Region Brüssel-Hauptstadt und die Französische Gemeinschaft werden für eine ausgeglichene Unterstützung der Durchführung des Abkommens sorgen.

Art. 9 - Was die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region betrifft, wird das am 3. Juli 2003 abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen über die Umwelterziehung aufgehoben.

Art. 10 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen wird für eine Dauer von sechs Jahren abgeschlossen. Es wird stillschweigend erneuert, solange keine der Vertragsparteien den anderen Vertragsparteien vor Ablauf der Frist einen Einspruch notifiziert.

Brüssel, den 10. November 2011, in neunfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Vizepräsident und Minister für den Hochschulunterricht
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin für den Pflicht- und Fortbildungsunterricht
Frau M.-D. SIMONET

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident
Ch. PICQUE

Die Ministerin für Umwelt
Frau E. HUYTEBROECK

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 601

[2012/201031]

9 FEBRUARI 2012. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de opvoeding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de opvoeding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling is goedgekeurd.

Dit samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 februari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;
C. DI ANTONIO

—————
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 520 (2011-2012). Nrs. 1, 1bis tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 8 februari 2012.

Bespreking.

Stemming.

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de opvoeding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling

Gelet op de artikelen 1, 38, 39, 127 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op de artikelen 6 en 92bis, § 1;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest middelen hebben ontwikkeld voor de bewustmaking en de opleiding inzake leefmilieu;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bewust dat zij elk afzonderlijk gelijkwaardige doelstellingen nastreven, besloten hebben hun wederzijdse bevoegdheden gezamenlijk uit te oefenen ten einde de milieu- en de natuuropleiding te bevorderen en te ontwikkelen, waarbij ze in het perspectief van de duurzame ontwikkeling en de burgerschapsopleiding wordt geplaatst;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy Demotte, van de Minister van Hoger Onderwijs, Jean-Claude Marcourt en de Minister van Verplicht Onderwijs, Marie-Dominique Simonet;

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, Rudy Demotte, de Ondervoorzitter en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken belast met Energie, Huisvesting en Onderzoek, Jean-Marc Nollet, de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit, Philippe Henry en de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed, Benoît Lutgen;

en

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, Charles Picqué, en de Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid, Evelyne Huytebroeck,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Om aan te zetten tot een gemeenschappelijke uitoefening van de respectieve bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de bevordering en de ontwikkeling van de opleiding en sensibilisering voor het leefmilieu, de natuur en de duurzame ontwikkeling, wijst dit samenwerkingsakkoord hierna op de samenwerkingsregels die terzake vastgelegd zijn.

Art. 2. Voor de toepassing van dit akkoord wordt verstaan onder :

- Openbare diensten :

1° "D GARNE" : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° "A GERS" : de Algemene Administratie Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° "B I M" : het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

- institutionele partners of verenigingen :

4° "C R I E" : de gewestelijke centra voor milieu-initiatie opgericht krachtens de artikelen D.21 en volgende van Boek I van het Waalse Milieuwetboek;

5° "C D P A" : de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, opgericht krachtens het besluit van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996;

6° "C I B E r E" : het Brussels informatiecentrum voor milieuopleiding : de partner uit het verenigingsleven gemachtigd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de promotie en de informatie inzake milieuopleiding en de duurzame ontwikkeling bij de Brusselse scholen te bevorderen.

Art. 3. De samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op het gebied van de opleiding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling streeft de volgende doelstellingen na :

1. de ontwikkeling van informatie over de acties en campagnes gevoerd door de in artikel 2, 1°, 2° en 3° bedoelde instellingen en de opnemings ervan in hun respectievelijke actieprogramma's;

2. de versterking van de totstandbrenging van pedagogische kwaliteitsinstrumenten op het gebied van de opleiding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling;

3. de ontwikkeling van een betere integratie van de opleiding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling in de schoolcurriculum om de leerlingen en studenten een verantwoordelijke burgerlijke opleiding te geven;

4. een gestructureerde hulpverlening aan de schoolinrichtingen en instellingen van het hoger onderwijs die de duurzame ontwikkeling in het project van hun inrichting opnemen;

5. de waarborg van een uitwisseling van kennis en ervaringen onder de acteurs van de opleiding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling met het oog op de verbetering van de pedagogische praktijken;

6. de waarborg van een logistieke samenwerking op het gebied van de opleiding inzake milieu, natuur en duurzame ontwikkeling.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde doelstellingen worden uitgevoerd d.m.v. een evolutief driejaarlijks actieprogramma dat door de Regeringen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goedgekeurd moet worden. De Regeringen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zullen daartoe uitgaan van het activiteitenrapport van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 6.

Art. 5. De begeleiding van deze samenwerking, die de supervisie en de regelmatige evaluatie ervan omvat, wordt verzekerd door een begeleidingscomité dat samengesteld is als volgt :

1° voor de Franse Gemeenschap :

- a) twee vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- b) de administrateur-generaal van de AGERS, of zijn afgevaardigde;
- c) een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Niet-Leerplichtonderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
- d) de adjunct-directeur-generaal van de "AGERS" belast met de "CDPA" of zijn afgevaardigde;
- e) twee leden van de algemene inspectiedienst, waaronder de coördinerende inspecteur-generaal van de algemene inspectiedienst van het onderwijs of zijn afgevaardigde;

2° voor het Waalse Gewest :

- a) vier vertegenwoordigers van de Waalse Regering;
- b) de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde;
- c) een vertegenwoordiger van de Directie Bewustmaking voor het Leefmilieu van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- d) een vertegenwoordiger van het Begeleidingscomité van het netwerk van de "CRIE";

3° voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- a) drie vertegenwoordigers van de Brusselse Regering;
- b) de Directeur-generaal van het BIM of zijn afgevaardigde;
- c) twee vertegenwoordigers van de dienst belast met milieuopvoeding van het BIM;
- d) een vertegenwoordiger van het "CIBErE".

Art. 6. Het begeleidingscomité bedoeld in artikel 5 wordt beurtelings door de administrateur-generaal van de "AGERS", door de directeur-generaal van het "DGARNE" en door de directeur-generaal van het BIM voorgezeten voor een periode van twee jaar, die ingaat op de datum van de eerste vergadering van het comité.

Het begeleidingscomité stelt een jaarlijks activiteitenrapport op dat het elk jaar aan de Regeringen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorlegt.

Het kan op verzoek van zijn voorzitter elke vertegenwoordiger van de Minister die bevoegdheden heeft inzake leefmilieu in de algemene zin of elke deskundige op het gebied van de opleiding inzake milieu en duurzame ontwikkeling opnemen.

Art. 7. Het begeleidingscomité zal een wetenschappelijk en pedagogisch comité oprichten, dat bestaat uit inspecteurs en/of een deskundige van het fundamenteel en secundair onderwijs, die aangewezen worden door de administrateur-generaal van de "AGERS", uit deskundigen van het Waalse Gewest aangewezen door de directeur-generaal van het "DGARNE" en uit deskundigen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangewezen door de directeur-generaal van het BIM. Dat wetenschappelijk en pedagogisch comité zal de ontwikkeling van de pedagogische middelen geven door de structuren gesubsidiëerd door de drie instellingen als hoofdpdracht hebben alsmede elke andere opdracht die het Begeleidingscomité het zou kunnen toevertrouwen.

Art. 8. Het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap zullen ervoor zorgen om de uitvoering van het akkoord op evenwichtige wijze te ondersteunen.

Art. 9. Wat betreft de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest wordt het samenwerkingsakkoord van 3 juli 2003 gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de milieuopvoeding opgeheven.

Art. 10. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor zes jaar gesloten. Het is stilzwijgend hernieuwbaar bij gebrek aan verzet van één van de ondertekenende partijen dat vóór de verstrijkdatum aan de andere ondertekenende partij betekend wordt.

Brussel, 10 november 2011, in 9 originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Ondervoorzitter en Minister van het Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Verplicht Onderwijs en Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,
Mevr. E. HUYTEBROECK